

n'existe à l'heure actuelle aucun prétexte semblable. Comme le disent ouvertement les fonctionnaires aux étrangers de passage à Madrid: «Le traitement des officiers est beaucoup trop élevé». De plus, l'analyse des coups d'État montre que les griefs et les problèmes de ce genre au sein de l'armée sont une condition préalable de leur réussite.

Économies distinctes

Même les différences d'attitude des militaires gagnent à être examinées à la lumière des différences économiques. En Espagne, le revenu par habitant est environ trois fois plus élevé que celui du Portugal avant le putsch. L'Espagne n'a pas atteint le niveau de dépression économique de son voisin. La crise économique portugaise au cours des dix années qui ont précédé le coup d'État a poussé environ un sixième de la population à émigrer. Depuis le coup, aucun gouvernement portugais n'a réussi à ralentir l'inflation, à réduire le taux de chômage à moins de 20 p. 100, à améliorer l'état chaotique des relations de travail ou à ramener l'industrie et l'agriculture à une production raisonnable. Les différences idéologiques sont profondes en Espagne et le partage de la société entre la gauche et la droite reste fondamentalement ce qu'il était pendant la guerre civile; les communistes, les socialistes, les sociaux-démocrates et les chrétiens-démocrates de gauche contre les défenseurs du statu quo, tels la Phalange, le Mouvement national, les monarchistes et l'*Opus Dei*. De surcroît, l'hostilité des Basques et des Catalans est venu élargir encore le fossé. Mais la division n'a pas enrayé l'aspiration générale à la stabilité économique, et il semble juste d'affirmer qu'il s'agit d'une société fondamentalement bourgeoise. Comme le faisait remar-

quer un haut fonctionnaire de tendance conservatrice: «Nous sommes le pays le plus capitaliste du monde». Un ambassadeur à Madrid a confirmé ces dires en ajoutant: «Ce pays est sur la voie du succès; il a passé la phase de la stagnation et se dirige maintenant vers un système économique viable dans une démocratie changeante».

Par conséquent, j'incline à penser qu'à moins d'événements inattendus, l'Espagne poursuivra son évolution au lieu de connaître une révolution à la portugaise. Malgré l'ampleur de la violence politique (pendant la même période, c'est-à-dire depuis la mort de Franco, la presse quotidienne a signalé en Espagne un plus grand nombre de décès d'origine politique qu'au Portugal, soit-disant en pleine révolution), il est douteux qu'un bouleversement d'importance se produise. La révolution portugaise s'est produite en premier lieu, et même si elle a donné aux Espagnols l'espoir de former une société plus libre, plus démocratique et moins répressive, la façon dont ceux-ci conçoivent le rôle de l'armée et, en particulier, l'économie, les rend extrêmement hésitants à imiter l'exemple des Portugais. L'Espagne peut encore être tentée par la révolution, mais celle-ci n'éclatera sans doute pas avant que l'économie ne soit dans une situation suffisamment précaire pour que le prestige, le revenu et les doléances de l'armée s'apparentent à ce qu'ils étaient au Portugal avant le putsch d'avril 1974. Actuellement, la majorité des Espagnols observent l'expérience portugaise avec un sentiment partagé: ils applaudissent à l'implantation de la démocratie, mais ils sont alarmés par la situation de l'économie et par la désintégration des institutions sociales.

La péninsule Ibérique

Au Portugal le peuple fait la loi

par Gordon Cullingham

Il est 0 h 25, le 25 avril 1974. Sur les ondes d'une station radiophonique de Lisbonne s'égrènent les notes d'un chant de protestation: «Le peuple fait la loi dans la ville». C'est un signal, celui du début du renversement d'un gouvernement fasciste au pouvoir depuis quarante-huit ans. Quelques heures plus tard, la chute de ce

dernier est presque consommée. Suivant une stratégie préparée dans ses moindres détails, les officiers et leurs troupes se dirigent sur les positions clés et s'en emparent sans coup férir. Les stations radiophoniques sont parmi les principales cibles, et à 4 h 20, le premier communiqué est diffusé: «Les Forces armées ont déclenché